



MALI CHOCOLAT NOIR

par Marie-Julie Gagnon, Sikasso—Mali

Au Mali, certains enfants et adolescents partent à la recherche d'une vie meilleure dans le pays voisin, la Côte-d'Ivoire. Mais ils sont souvent interceptés par des trafiquants d'esclaves qui en font une main-d'œuvre à bon marché servant dans les plantations de cacao. Un trafic qu'essaient d'enrayer les organisations humanitaires.

En cette chaude matinée, le centre de transition Horon So de Sikasso, bourgade mallee à la frontière de la Côte-d'Ivoire, est presque désert. Seul un garçon d'une dizaine d'années à l'air hagard esquisse un sourire à l'arrivée de la journaliste étrangère.

Le centre Horon So a été fondé en 2000 par l'organisme Aide à l'enfance Canada pour soutenir les Jeunes Interceptés à la frontière ou rapatriés après avoir été exploités dans les plantations de cacao ivoiriennes. À ce jour, plus de 260 enfants y ont été nourris, habillés, soignés, comme ce petit garçon dont les parents sont morts lors d'un conflit armé dans le pays voisin, la Côte-d'Ivoire.

C'est qu'il est beaucoup plus vert, le gazon du voisin. De nombreux Maliens quittent chaque année leur pays pour tenter leur chance dans l'«éden» économique de la Côte-d'Ivoire, le plus grand producteur de cacao au monde. Selon les sources officielles, ils seraient entre huit cent mille et deux millions d'exilés à gagner ainsi leur croûte et celle de leur famille. Les jeunes enfants — parfois âgés de sept ans! — plongent aussi dans l'aventure, souvent appuyés par leurs parents, qui croient qu'ils y feront fortune. Les trafiquants d'esclaves les repèrent dans les gares ou sur la route et leur promettent richesse et réussite. Mais ce sont eux qui s'enrichiront : chaque enfant recruté leur rapportera environ l'équivalent de 300 \$ canadiens.

Dans les plantations, des conditions pénibles attendent souvent les jeunes.

BATTUS, ENFERMÉS, DROGUÉS

Aujourd'hui âgé de 20 ans, Moussa Doumbia est parmi les premiers à avoir été rapatrié au centre

Horon So, en 2000. Il revient régulièrement rendre visite aux gens qui l'ont aidé à «réintégrer la vie». Impossible pour lui d'oublier son enfer ivoirien : une photo faisant état de sa maigreur extrême lors du rapatriement tapisse un mur du centre.

Son obsession, quatre ans plus tard? Voir la couleur de cet argent qu'on lui a fait miroiter à son arrivée dans la terre promise. C'est l'une des raisons pour lesquelles il a fondé une association d'ex-esclaves avec d'autres camarades. «Même maintenant, nous pensons à tout le travail que nous avons fait sans être payés!» lance-t-il. Ses amis, Madou Diara et Moussa Djourthe, hochent la tête en signe d'appui.

Pour les trois jeunes hommes, qui étaient respectivement âgés de 17, 15 et 16 ans lors de leur arrivée en Côte-d'Ivoire, le souvenir des interminables journées passées au champ est toujours douloureux. Ils ont transporté des charges trop lourdes, ont mangé chaque jour un seul petit bol de maïs bouilli, ont été enfermés à clé le soir venu.

«Si tu t'enfuis, les employés de la plantation te frappent avec des branches de cacao et te préviennent que si tu fuis encore, on te tue», raconte Moussa Doumbia. Même si tu es fatigué, on te dit que tu dois travailler. Des comprimés de substances stimulantes sont mélangés à leur insu à l'eau qu'ils consomment afin d'augmenter leur productivité. Avec d'autres adolescents, tous trois ont eu la chance de sortir de la plantation grâce au consul malien — alerté par un esclave qui avait réussi à s'échapper —, qui les a conduits au centre Horon So.

LE COMMERCE ÉQUITABLE, UNE SOLUTION?

Le Mali a été le premier pays à mettre en place une loi luttant contre le trafic d'enfants en 2002. Les enfants doivent désormais être munis d'un titre de voyage signé par leurs parents pour pouvoir franchir la frontière. Malgré tout, de nombreux trafiquants fournissent de faux documents à leurs jeunes proies.

Comme les médias n'atteignent pas la masse dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, les travailleurs humanitaires se rendent de village en village afin d'expliquer les dangers de l'exil des enfants. De campagnes de sensibilisation en démarchage, ils sont parvenus à joindre un certain pourcentage de la population. Mais la partie est loin d'être gagnée.

Pendant que les organismes humanitaires tentent de faire connaître le sort de ces enfants au reste du monde, les multinationales de l'industrie du cacao mettent sur pied des programmes pour tenter de sauver la face. Mais rien ne changera tant que les fermiers ivoiriens n'auront pas droit à leur juste part du gâteau, croit Salla Kanté, directeur adjoint d'Aide à l'enfance Canada. «Nous sommes convaincus que parce que le prix du cacao est tellement bas, le producteur préfère acheter un enfant qu'il peut tuer dans sa plantation à force de l'exploiter que de recruter un adulte comme main-d'œuvre. Dans d'autres pays du monde, il y a des produits équitables (le café, par exemple). Nous voulons qu'il y ait la même chose ici avec le chocolat.»

Rares sont toutefois les coopératives de cacao équitables en Afrique de l'Ouest. Darlo Iezzoni, directeur général de la division Commerce équitable d'Oxfam Québec, note que le Ghana et le Cameroun sont les seuls pays d'Afrique de l'Ouest où l'on trouve de tels rassemblements de producteurs.

Instaurer le commerce équitable en Côte-d'Ivoire ne sera pas une mince affaire. «C'est complexe», affirme M. Iezzoni. Il y a peu de structures. La propriété foncière est assez mal répartie et surtout, il y a de grands producteurs.

Selon Équiterre, un organisme environnemental et social québécois qui prône notamment le commerce équitable, les exportations des pays producteurs de cacao se chiffrent à 2 milliards de dollars canadiens par année, alors que les ventes réalisées par les confiseurs atteignent 60 milliards de dollars canadiens. «La pauvreté vient des grandes corporations de chocolat comme M&M/Mars, qui manipulent le marché pour garder des profits élevés pendant que les revenus des producteurs restent minimes», résume le site Web de l'organisation non gouvernementale américaine Global Exchange. L'industrie a développé un «protocole» pour mettre un terme au travail des enfants, mais cela ne garantit pas un prix minimum aux producteurs qui doivent payer leurs frais.

Chose certaine, le commerce équitable ne peut, à lui seul, changer les mœurs. «Ce n'est pas la seule solution pour enrayer le trafic d'enfants», croit Darlo Iezzoni, mais c'est l'une d'elles. ©

Cet article a été produit avec la collaboration de l'Agence canadienne de développement international.

WWW. → Consultez dans notre site les ressources Web liées à cet article : www.jobboom.com/magazine